

AMÉRIQUE INDIENNE, AMÉRIQUE DE DEMAIN ?

*par Blanca Chancoso **

*Les courants de ré-appropriation des identités indiennes
s'appuient sur une relation particulièrement forte
au territoire.*

*Ils contestent donc fortement l'impact de décisions dont les
Indiens n'ont pas été partie prenante et proposent d'autres
modes de régulation politique et de structuration des sociétés.*

Jusqu'à il y a 500 ans, nous les Indiens, nous étions propriétaires de notre terre, alors que maintenant nous sommes comme des étrangers sur cette terre, qui travaillons pour d'autres. Nous sommes des peuples qui ne sont pas connus et reconnus, qui ont été marginalisés, qui ont subi de la discrimination, surtout par manque de connaissance de nos réalités indigènes. L'Équateur, par exemple est méconnu : on pense généralement à l'Équateur comme ligne de séparation entre les deux hémisphères, mais on situe mal ce pays. Il compte 13 millions d'habitants, dont 50 % d'Indiens partagés en quatorze peuples indigènes constitués surtout de paysans et d'artisans. Ce pays recouvre donc une grande diversité de cultures et de peuples (1).

Notre action a connu trois étapes. D'abord un temps de revendications. Ensuite, un effort pour faire comprendre notre réalité. S'ajoute une troisième étape qui consiste à exprimer des propositions alternatives : nous revendiquons la possibilité de construire un projet politique, à partir des besoins et projets des peuples indiens, un projet qui se rapporte au développement global de tous les pays concernés.

Nos luttes concernent le droit à l'éducation, à la santé, le droit au respect de notre culture et de nos coutumes. Cette lutte a toujours été difficile. On nous a constamment considérés comme des enfants qui ne pouvaient pas apporter leur pierre au débat, contribuer à une réflexion sur leur pays. On n'a jamais voulu reconnaître que nous étions des peuples avec une culture propre, avec une histoire, avec une identité. Ce n'est pas un caprice quand nous disons que nous avons une identité indienne, une histoire importante derrière nous, une culture millénaire. On n'a jamais reconnu cette culture, cette histoire, notre identité. Au contraire, on nous a considérés comme des peuples à qui il fallait enseigner, qu'il fallait former, à qui il fallait faire comprendre. Aujourd'hui cette méconnaissance est encore très forte dans le secteur économique dominant en Équateur qui continue à avoir cette vision déformée.

** Quechua, de nationalité équatorienne, membre du conseil politique de la Confédération des peuples de nationalité quechua d'Équateur, ancienne dirigeante de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE).*

(1) La population indienne d'Amérique latine est estimée à 26,3 millions, dont 24 millions en Bolivie, en Équateur, au Guatemala, au Mexique et au Pérou. L'Uruguay est le seul pays d'Amérique du Sud dont la population indigène a totalement disparu. La majorité des Latino-Américains sont des « mestizos » (métis), issus de lignages amérindiens et européens. Il existe en Amérique latine 60 langues appartenant à la famille uto-aztèque, 68 langues de la famille maya, 173 langues de la famille otomangue, etc. Il est d'usage de dénombrer un peu plus d'une soixantaine de langues autochtones (sans compter les variétés dialectales) pour le seul Mexique. (NDLR)

Identité indienne et droit à la terre

Pour la société équatorienne, mais aussi au-delà, il est important que nous fassions prendre conscience que nous, les Indiens, sommes des humains et que nous avons des droits, notamment le droit à la terre, qui n'est pas simplement la revendication de la réforme agraire. Il induit la notion de territorialité, le droit à gérer et défendre notre territoire.

Pour nous, Indiens, la terre est comme notre mère ; un Indien sans terre est comme un poisson sans eau. Nous sommes nés ici, avons vécu ici, mourrons ici, et nous revenons à la vie ensuite. La terre n'est pas élastique ; elle ne peut pas s'étirer en même temps que la population croît. Nous savons clairement qu'il faut préserver cette terre.

Les gouvernements se trompent quand ils pensent, comme il y a 500 ans, qu'il n'y a personne sur cette terre, qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent avec elle et prendre des décisions sans consulter les gens qui vivent depuis des milliers d'années sur cette terre. Cette revendication du droit à la terre est quelque chose de très important. Le gouvernement décide de lois sur nos terres, alors qu'elles sont le territoire des nations indigènes. Il donne, par exemple, des concessions aux entreprises pétrolières sur ces terres et prend donc des décisions sur un espace qui est celui des peuples qui y vivent. Nous ne sommes pas contre le développement, mais nous voulons être considérés comme des citoyens qui doivent aussi bénéficier des avantages du développement. Or les concessions données à ces entreprises pétrolières nous enlèvent un espace de vie. Ensuite l'exploitation du pétrole détruit la forêt ; c'est un attentat contre la biodiversité. Pour nous, les peuples qui vivons sur ces terres, il n'y a aucun avantage ; la richesse que constitue le pétrole ne nous rapporte rien directement.

Il n'y a plus de place pour nous. Nous n'avons plus accès à l'alimentation et nous avons de l'eau contaminée. Et nous subissons les conséquences de la diminution de la biodiversité. Cette politique du gouvernement va contre des initiatives des peuples qui, eux, cherchent à défendre leur espace et leur territoire.

Nous refusons d'être des pièces dans un vaste musée des cultures indiennes, des objets de décoration. Nous voulons être reconnus comme des êtres humains à part entière, avec le droit d'être différents. Nous revendiquons d'être Indiens et citoyens.

Les Indiens victimes de décisions prises ailleurs

Notre réalité est très liée aux politiques d'autres pays et à la globalisation. Aujourd'hui, l'Équateur subit une crise économique très dure, avec de plus en plus de chômage et de pauvreté et une



très forte émigration, non seulement de la campagne vers la ville, mais aussi vers d'autres pays.

Récemment, l'Équateur a été un laboratoire pour la dollarisation. Celle-ci devait améliorer la situation, mais ce n'est pas du tout le cas. En 2000, le taux de change avec la monnaie nationale, le sucre, était de 25 000 pour un dollar. Avec 25 000 sucres, on pouvait vivre une semaine. Aujourd'hui, avec un dollar on ne peut même pas acheter un repas. La dollarisation a été très trompeuse. Elle a frappé fortement les Indiens et fait augmenter la corruption au niveau de l'État.

L'ALCA (2), le traité de libre échange, touche particulièrement les Indiens. Sa mise en place n'est pas pour demain. Elle a déjà commencé, par exemple, avec les « maquilas », ces entreprises de sous-traitance étrangères qui s'installent dans les zones franches sans respect du droit du travail. On en a un bon exemple en Équateur avec les entreprises productrices de roses. Dans ces entreprises travaillent beaucoup de femmes indiennes, dans des conditions de travail très difficiles, à l'encontre de tous les droits reconnus. Par exemple, quand une femme est enceinte, tous ses droits sont bafoués. Dans le droit équatorien, les femmes qui accouchent ont droit à trois mois d'arrêt. Or, dans ces entreprises, elles travaillent très souvent jusqu'à l'accouchement. Elles ont alors huit jours d'arrêt, qui ne sont pas rémunérés, et doivent revenir très rapidement dans l'entreprise pour ne pas risquer de perdre leur travail.

De son côté, le plan Colombie est un projet « monstrueux », qui ne concerne pas que la Colombie, mais toute l'Amérique du sud. Monsieur Bush met en avant le fait que les narco-trafics se développent et que la consommation de drogue augmente, tout cela pour justifier le plan Colombie (3). Ces arguments sont un mensonge, de la même façon que ceux avancés pour la guerre en Irak. La vraie raison est de s'approprier des terres pétrolifères, des réserves de biodiversité, les poumons de la terre et l'accès à l'eau. Cette richesse intéresse. Des groupes veulent s'approprier ces terrains sans respecter les droits des Indiens qui sont là. De plus, le plan Colombie produit des fumigations dangereuses pour la santé. Aujourd'hui la vie des Indiens n'a pas d'importance. En Équateur et au Brésil, il y a des exterminations d'Indiens, une militarisation qui nous affecte. La colonisation n'est pas finie. L'histoire commencée il y a 500 ans continue avec l'appropriation des terres.

Une autre partie du « monstre » est la dette extérieure. Elle nous empêche de vivre et ne nous laisse pas nous développer. Ce n'est pas nous qui l'avons voulue. De plus, les capitaux empruntés ne nous ont rien apporté. Nous avons remboursé la dette depuis des années. Selon nous, il ne reste rien à payer. Faut-il parler de condamnation de la dette, de moratoire sur la dette ? Cette dette conditionne tout. Elle pèse sur les budgets pour l'éducation, pour la santé... Aujourd'hui 52 % du budget de l'État équatorien est destiné au paiement de la dette. En revanche, le bud-

(2) Área de Libre Comercio de las Américas (Zone de Libre Échange des Amériques).

(3) Plan de guerre contre la drogue, initié en septembre 1999, sous l'influence de Washington. Il a pour objectif de renforcer, équiper et entraîner l'armée colombienne.

get consacré à l'éducation n'est que de 3 %, et le budget de la santé est nettement inférieur. Par contre, la part du budget militaire augmente. Aujourd'hui, en Équateur, il y a un danger de militarisation de la société.

Indiens et citoyens

Porteurs de revendications propres comme Indiens, nous voulons participer au débat comme citoyens.

En tant que peuples indiens, nos propositions politiques sont les suivantes :

- Nous revendiquons la constitution d'un État plurinational qui prenne en compte la diversité des cultures indiennes.
- Nous demandons un droit à l'unité du pays, dans la diversité des peuples.
- Comme peuples indiens, nous demandons d'être reconnus comme différents.

Pour faire avancer ces propositions et nous faire connaître, pour faire reconnaître un monde pluriel qui soit vraiment l'expression des peuples indiens diversifiés et unis, nous nous retrouvons bien dans des formes de travail en commun telles que celles mises en place autour du Forum social mondial.

Nous voulons être Indiens et citoyens. De fait, il y a différentes conceptions de la démocratie. Entre la vision de la démocratie mise en avant depuis 2000 par G.W. Bush et la nôtre il y a beaucoup de différences. Pour Bush, la démocratie c'est le vote, une certaine façon de parler du respect des droits de l'homme, alors qu'en même temps un leader indien des USA a été emprisonné. D'un côté, on parle des droits de l'homme, mais dans les faits on utilise les armes et on crée finalement plus de misère.

Pour nous, la démocratie c'est avant tout le respect de la vie, la paix pour la vie, le respect de la différence, c'est le droit d'avoir des écoles où parler dans notre langue, la possibilité de s'habiller à notre façon. Ce n'est pas simplement donner le droit de vote. C'est écouter des alternatives, entendre nos propositions. L'ALCA, par exemple, n'est pas un processus démocratique. Elle crée de la misère et encore plus d'inégalités. Ce n'est pas de la démocratie. Nous n'avons pas la même conception de la démocratie : nous ne sommes pas d'accord sur la nécessité de faire la guerre pour obtenir la paix. Pour nous, la paix c'est la vie, la dignité, le droit à rire, à pleurer... C'est l'espérance de la vie. La démocratie doit se développer autour de ces réalités là.

Blanca Chancoso